

June 1, 1878.

*Convention for the formation of a Universal Postal Union. Concluded at Paris June 1, 1878.*

[NOTE.—This convention, as signed, was in the French language only. The English translation has been added in Washington.]

Contracting parties. Union Postale Universelle conclu entre l'Allemagne, la République Argentine, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Brésil, le Danemark et les Colonies Danoises, l'Égypte, l'Espagne et les Colonies Espagnoles, les États-Unis de l'Amérique du Nord, la France et les Colonies Françaises, la Grande-Bretagne et diverses Colonies Anglaises, l'Inde Britannique, le Canada, la Grèce, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, le Monténégro, le Norvège, les Pays-Bas et les Colonies Néerlandaises, le Pérou, la Perse, le Portugal et les Colonies Portugaises, la Roumanie, la Russie, la Serbie, le Salvador, la Suède, la Suisse et la Turquie.

Universal Postal Union concluded between Germany, the Argentine Republic, Austria-Hungary, Belgium, Brazil, Denmark and the Danish Colonies, Egypt, Spain and the Spanish Colonies, the United States of North America, France and the French Colonies, Great Britain and certain British Colonies, British India, Canada, Greece, Italy, Japan, Luxemburg, Mexico, Montenegro, Norway, the Netherlands and the Netherland Colonies, Peru, Persia, Portugal and the Portuguese Colonies, Roumania, Russia, Servia, Salvador, Sweden, Switzerland, and Turkey.

## CONVENTION.

Preamble.

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des pays ci-dessus énumérés, s'étant réunis en Congrès à Paris, en vertu de l'article 18 du Traité constitutif de l'Union générale des Postes, conclu à Berne le 9 octobre 1874, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, révisé ledit Traité, conformément aux dispositions suivantes :

## ARTICLE PREMIER.

Universal Postal Union.

Les pays entre lesquels est conclue la présente Convention, ainsi que ceux qui y adhéreront ultérieurement, forment, sous la dénomination d'*Union postale universelle*, un seul territoire postal pour l'échange réciproque des correspondances entre leurs bureaux de poste.

## CONVENTION.

The undersigned, plenipotentiaries of the Governments of the countries above enumerated, being assembled in Congress at Paris, by virtue of Article 18 of the Treaty constituting the General Postal Union, concluded at Berne on the 9th of October, 1874, have, by mutual agreement, and subject to ratification, revised the said Treaty, conformably to the following stipulations :

## ARTICLE 1.

The countries between which the present Convention is concluded, as well as those which may join it hereafter, form, under the title of *Universal Postal Union*, a single postal territory for the reciprocal exchange of correspondence between their post-offices.

## ARTICLE 2.

Les dispositions de cette Convention s'étendent aux lettres, aux cartes postales, aux imprimés de toute nature, aux papiers d'affaires et aux échantillons de marchandises, originaires de l'un des pays de l'Union et à destination d'un autre de ces pays. Elles s'appliquent également, quant au parcours dans le ressort de l'Union, à l'échange postal des objets ci-dessus entre les pays de l'Union et les pays étrangers à l'Union, toutes les fois que cet échange emprunte les services de deux des Parties contractantes, au moins.

## ARTICLE 3.

Les administrations des postes des pays limitrophes ou aptes à correspondre directement entre eux, sans emprunter l'intermédiaire des services d'une tierce administration, déterminent, d'un commun accord, les conditions du transport de leurs dépêches réciproques à travers la frontière ou d'une frontière à l'autre.

A moins d'arrangement contraire, on considère comme services tiers les transports maritimes effectués directement entre deux pays, au moyen de paquebots ou bâtiments dépendant de l'un d'eux, et ces transports, de même que ceux effectués entre deux bureaux d'un même pays, par l'intermédiaire de services maritimes ou territoriaux dépendant d'un autre pays, sont régis par les dispositions de l'article suivant.

## ARTICLE 4.

La liberté du transit est garantie dans le territoire entier de l'Union.

En conséquence, les diverses administrations postales de l'Union peuvent s'expédier réciproquement, par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs d'entre elles, tant des dépêches closes que des correspondances à découvert, suivant les besoins du trafic et les convenances du service postal.

Les correspondances échangées, soit à découvert, soit en dépêches closes, entre deux administrations

## ARTICLE 2.

The stipulations of this Convention extend to letters, post-cards, printed matter of all kinds, commercial documents and samples of merchandise, originating in one of the countries of the Union and intended for another of those countries. They also apply, so far as regards conveyance within the Union, to the exchange by mail of the articles above mentioned between the countries of the Union and countries foreign to the Union, whenever that exchange makes use of the services of two of the contracting parties at least.

Scope.

## ARTICLE 3.

The Postal Administrations of neighboring countries, or countries able to correspond directly with each other without using the intermediary of the services of a third Administration, determine, by mutual agreement, the conditions of the conveyance of their reciprocal mails across the frontier, or from one frontier to the other.

Contiguous countries.

Unless there be a contrary arrangement, the direct sea conveyance performed between two countries by means of packets or vessels depending upon one of them, shall be considered as a third service; and such conveyance, as well as any performed between two offices of the same country, by the intermediary of maritime or territorial services maintained by another country, is regulated by the stipulations of the following Article.

Direct sea service.

## ARTICLE 4.

The right of transit is guaranteed throughout the entire territory of the Union.

Territorial transit.

Consequently, the several Postal Administrations of the Union may send reciprocally through the intermediary of one or of several of them, as well closed mails as correspondence in open mails, according to the requirements of trade and the convenience of the postal service.

The correspondence exchanged, whether in open or in closed mails, between two Administrations of the

Transit charges.

Transit charges, de l'Union, au moyen des services  
continued. d'une ou de plusieurs autres ad-

ministrations de l'Union, sont  
soumises, au profit de chacun des  
pays traversés ou dont les services  
participent au transport, aux frais  
de transit suivants, savoir :

Territorial.

1° Pour les parcours territoriaux,  
2 francs par kilogramme de lettres  
ou cartes postales, et 25 centimes  
par kilogramme d'autres objets ;

Maritime.

2° Pour les parcours maritimes,  
15 francs par kilogramme de let-  
tres ou cartes postales, et 1 franc  
par kilogramme d'autres objets.

Exceptions.

Il est toutefois entendu :  
1° Que partout où le transit est  
déjà actuellement gratuit ou soumis  
à des conditions plus avantageuses,  
ce régime est maintenu, sauf dans  
le cas prévu à l'alinéa 3° ci-après ;

2° Que partout où les frais de  
transit maritime sont fixés jusqu'à  
présent à 6 fr. 50 cent. par kilo-  
gramme de lettres ou cartes postales,  
ces frais sont réduits à 5 francs ;

3° Que tout parcours maritime  
n'excédant pas 300 milles marins  
est gratuit, si l'administration in-  
téressée a déjà droit, du chef des  
dépêches ou correspondances bé-  
néficiant de ce parcours, à la rému-  
nération afférente au transit terri-  
torial ; dans le cas contraire, il est  
rétribué à raison de 2 francs par  
kilogramme de lettres ou cartes  
postales et de 25 centimes par kilo-  
gramme d'autres objets :

4° Que, en cas de transport mari-  
time effectué par deux ou plusieurs  
administrations, les frais du par-  
cours total ne peuvent dépasser 15  
francs par kilogramme de lettres ou  
cartes postales et 1 franc par kilo-  
gramme d'autres objets ; ces frais,  
le cas échéant, sont répartis entre  
ces administrations au prorata des  
distances parcourues, sans préjudice  
aux arrangements différents entre  
les parties intéressées ;

5° Que les prix spécifiés au pré-  
sent article ne s'appliquent, ni aux  
transports au moyen de services  
dépendant d'administrations étran-  
gères à l'Union, ni aux transports  
dans l'Union au moyen de services  
extraordinaires spécialement créés  
ou entretenus par une administra-  
tion, soit dans l'intérêt, soit sur la

Union, by means of the services of  
one or of several other Administra-  
tions of the Union, is subject to the  
following transit charges, to be paid  
to each of the countries traversed,  
or whose services participate in the  
conveyance, viz :

1st. For territorial conveyance, 2  
francs per kilogramme of letters or  
post-cards, and 25 centimes per kilo-  
gramme of other articles ;

2d. For sea conveyance, 15  
francs per kilogramme of letters or  
post-cards, and 1 franc per kilo-  
gramme of other articles.

It is, however, understood—

1st. That wherever the transit is  
already gratuitous at present, or  
subject to more advantageous con-  
ditions, such condition is maintain-  
ed, except in the case provided for  
in paragraph 3, following ;

2d. That wherever the rate of  
sea-transit has hitherto been fixed  
at 6 francs 50 centimes per kilo-  
gramme of letters or post-cards,  
such rate is reduced to 5 francs ;

3d. That every sea convey-  
ance not exceeding 300 nautical  
miles is gratuitous if the adminis-  
tration concerned is already enti-  
tled, on account of mails or corre-  
spondence benefiting by this con-  
veyance, to the remuneration app-  
licable to the territorial transit :  
in the contrary case, payment is  
made at the rate of 2 francs per  
kilogramme of letters or post-cards,  
and 25 centimes per kilogramme of  
other articles ;

4th. That in the case of sea-con-  
veyance effected by two or more Ad-  
ministrations, the expenses of the  
entire transportation cannot exceed  
15 francs per kilogramme of letters  
or post-cards, and 1 franc per kilo-  
gramme of other articles. These  
expenses are in such case shared  
between the Administrations *pro*  
*rata* for the distances traversed,  
without prejudice to other arrange-  
ments between the parties inter-  
ested ;

5th. That the rates specified in  
the present article do not apply  
either to conveyance by means of  
services depending upon Adminis-  
trations foreign to the Union, or to  
conveyance within the Union by  
means of extraordinary services  
specially established or maintained  
by one Administration in the inter-

demande d'une ou de plusieurs autres administrations. Les conditions de ces deux catégories de transports sont réglées de gré à gré entre les administrations intéressées.

Les frais de transit sont à la charge de l'administration du pays d'origine.

Le décompte général de ces frais a lieu sur la base de relevés établis tous les deux ans, pendant un mois à déterminer dans le règlement d'exécution prévu par l'article 14 ci-après.

Sont exempts de tous frais de transit territorial ou maritime, la correspondance des administrations postales entre elles, les objets réexpédiés ou mal dirigés, les rebuts, les avis de réception, les mandats de poste ou avis d'émission de mandats, et tous autres documents relatifs au service postal.

ARTICLE 5.

Les taxes pour le transport des envois postaux dans toute l'étendue de l'Union, y compris leur remise au domicile des destinataires dans les pays de l'Union où le service de distribution est ou sera organisé, sont fixées comme suit:

1° Pour les lettres, à 25 centimes en cas d'affranchissement, et au double dans le cas contraire, par chaque lettre et par chaque poids de 15 grammes ou fraction de 15 grammes;

2° Pour les cartes postales, à 10 centimes par carte;

3° Pour les imprimés de toute nature, les papiers d'affaires et les échantillons de marchandises, à 5 centimes par chaque objet ou paquet portant une adresse particulière et par chaque poids de 50 grammes ou fraction de 50 grammes, pourvu que cet objet ou paquet ne contienne aucune lettre ou note manuscrite ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, et soit conditionné de manière à pouvoir être facilement vérifié.

La taxe des papiers d'affaires ne peut être inférieure à 25 centimes par envoi, et la taxe des échan-

est or at the request of one or several other Administrations. The conditions of these two categories of conveyance are regulated by mutual agreement between the Administrations interested.

The expenses of transit are borne by the Administration of the country of origin.

The general settlement of these expenses takes place on the basis of statements prepared every two years, during a month to be determined on in the Regulation of Execution referred to in Article 14 hereafter.

The correspondence of the Postal Administrations with each other, articles reforwarded or missent, undeliverable articles, acknowledgments of delivery, post-office money-orders or advices of the issue of orders, and all other documents relative to the postal service, are exempt from all transit charges, whether territorial or maritime.

ARTICLE 5.

The rates of postage for the conveyance of postal articles throughout the entire extent of the Union, including their delivery at the residence of the addressees in the countries of the Union where a delivery service is or shall be organized, are fixed as follows:

1st. For letters, 25 centimes in case of prepayment, and double that amount in the contrary case, for each letter and for every weight of 15 grammes or fraction of 15 grammes;

2d. For post-cards, 10 centimes per card;

3d. For printed matter of every kind, commercial papers, and samples of merchandise, 5 centimes for each article or packet bearing a particular address; and for every weight of 50 grammes or fraction of 50 grammes, provided that such article or packet does not contain any letter or manuscript note having the character of an actual and personal correspondence, and that it be made up in such a manner as to admit of its being easily examined.

The charge on commercial papers cannot be less than 25 centimes per packet, and the charge on samples

Exceptions, continued.

Liability.

Settlement.

Exemption.

Rates of postage.

Letters.

Post-cards.

Printed matter.

tillons ne peut être inférieure à 10 centimes par envoi.

**Additional rates.** Il peut être perçu, en sus des taxes et des minima fixés par les paragraphes précédents :

1° Pour tout envoi soumis à des frais de transit maritime de 15 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales et de 1 franc par kilogramme d'autres objets, une surtaxe qui ne peut dépasser 25 centimes par port simple pour les lettres, 5 centimes par carte postale et 5 centimes par 50 grammes ou fraction de 50 grammes pour les autres objets. Par mesure de transition, il peut être perçu une surtaxe jusqu'à concurrence de 10 centimes par port simple pour les lettres soumises à des frais de transit maritime de 5 francs par kilogramme.

**Additional rates.** 2° Pour tout objet transporté par des services dépendant d'administrations étrangères à l'Union ou par des services extraordinaires dans l'Union, donnant lieu à des frais spéciaux, une surtaxe en rapport avec ces frais.

**Insufficient prepayment.** En cas d'insuffisance d'affranchissement, les objets de correspondance de toute nature sont passibles, à la charge des destinataires, d'une taxe double du montant de l'insuffisance.

Il n'est pas donné cours :

**Non-mailable matter.** 1° Aux objets, autres que les lettres, qui ne sont pas affranchis au moins partiellement ou ne remplissent pas les conditions requises ci-dessus pour jouir de la modération de taxe ;

2° Aux envois de nature à salir ou détériorer les correspondances ;

3° Aux paquets d'échantillons de marchandises qui ont une valeur marchande, non plus qu'à ceux dont le poids dépasse 250 grammes, ou qui présentent des dimensions supérieures à 20 centimètres de longueur, 10 de largeur et 5 d'épaisseur.

4° Enfin, aux paquets de papiers d'affaires et d'imprimés de toute nature dont le poids dépasse 2 kilogrammes.

#### ARTICLE 6.

**Registration.** Les objets désignés dans l'article 5 peuvent être expédiés sous recommandation.

cannot be less than 10 centimes per packet.

In addition to the rates and minima fixed by the preceding paragraphs, there may be levied ;

1st. For every article subjected to the sea transit rates of 15 francs per kilogramme of letters or post-cards and 1 franc per kilogramme of other articles, an additional charge, which may not exceed 25 centimes per single rate for letters, 5 centimes per post-card, and 5 centimes per 50 grammes or fraction of 50 grammes for other articles. As a temporary arrangement, there may be levied an additional charge up to 10 centimes per single rate for the letters subjected to the transit rate of 5 francs per kilogramme.

2d. For every article conveyed by services maintained by Administrations foreign to the Union, or conveyed by extraordinary services in the Union giving rise to special expenses, an additional charge in proportion to these expenses.

In case of insufficient prepayment, articles of correspondence of all kinds are liable to a charge equal to double the amount of the deficiency, to be paid by the addressees.

Circulation shall not be given—

1st. To articles other than letters which are not prepaid at least partly, or which do not fulfill the conditions required above in order to enjoy the reduced rate ;

2d. To articles of a nature likely to soil or injure the correspondence ;

3d. To packets of samples of merchandise which have a salable value, or which exceed 250 grammes in weight, or measure more than 20 centimeters in length, 10 in breadth, and 5 in depth.

4th. Lastly, to packets of commercial papers and printed matter of all kinds, the weight of which exceeds 2 kilogrammes.

#### ARTICLE 6.

The articles specified in Article 5 may be registered.

Tout envoi recommandé est passible, à la charge de l'envoyeur :

1° Du prix d'affranchissement ordinaire de l'envoi, selon sa nature;

2° D'un droit fixe de recommandation de 25 centimes au maximum dans les Etats européens, et de 50 centimes au maximum dans les autres pays, y compris la délivrance d'un bulletin de dépôt à l'expéditeur.

L'envoyeur d'un objet recommandé peut obtenir un avis de réception de cet objet, en payant d'avance un droit fixe de 25 centimes au maximum.

En cas de perte d'un envoi recommandé, et sauf le cas de force majeure, il est dû une indemnité de 50 francs à l'expéditeur, ou, sur la demande de celui-ci, au destinataire, par l'administration sur le territoire ou dans le service maritime de laquelle la perte a eu lieu, c'est-à-dire où la trace de l'objet a disparu.

Par mesure de transition, il est permis aux administrations des pays hors d'Europe, dont la législation est actuellement contraire au principe de la responsabilité, d'ajourner l'application de la clause qui précède jusqu'au jour où elles auront pu obtenir du pouvoir législatif l'autorisation d'y souscrire. Jusqu'à ce moment, les autres administrations de l'Union ne sont pas astreintes à payer une indemnité pour la perte, dans leurs services respectifs, d'envois recommandés à destination ou provenant desdits pays.

S'il est impossible de découvrir le service dans lequel la perte a eu lieu, l'indemnité est supportée, par moitié, par les deux offices correspondants.

Le paiement de cette indemnité est effectué dans le plus bref délai possible, et, au plus tard, dans le délai d'un an à partir du jour de la réclamation.

Toute réclamation d'indemnité est prescrite, si elle n'a pas été formulée dans le délai d'un an à partir de la remise à la poste de l'objet recommandé.

ARTICLE 7.

Ceux des pays de l'Union qui n'ont pas le franc pour unité moné-

Every registered article is liable, at the charge of the sender—

1st. To the ordinary prepaid rate of postage upon the article, according to its nature;

2d. To a fixed registration fee of 25 centimes at the maximum in the European States, and of 50 centimes at the maximum in the other countries, including the issue to the sender of a bulletin of posting.

The sender of a registered article may obtain an acknowledgment of delivery of such article by paying in advance a fixed fee of 25 centimes at the maximum.

In case of the loss of a registered article, and except in case of *force majeure*, there is to be paid an indemnity of 50 francs to the sender, or, at his request, to the addressee, by the Administration upon whose territory or in whose maritime service the loss has occurred; that is to say, where the trace of the article has ceased.

As a temporary measure, the Administrations of the countries beyond Europe, whose legislation is at present opposed to the principle of responsibility, are permitted to postpone the application of the preceding clause until the time when they shall have obtained from the legislative power authority to subscribe to it. Up to that time, the other Administrations of the Union are not bound to pay an indemnity for the loss, in their respective services, of registered articles addressed to or originating in the said countries.

If it is impossible to discover the service in which the loss has occurred, the indemnity is borne in equal proportions between the two corresponding offices.

Payment of this indemnity is made with the least possible delay, and, at the latest, within a year dating from the day of application.

Every claim for an indemnity is excluded if it has not been made within one year from the date on which the registered article was posted.

ARTICLE 7.

Those countries of the Union which have not the franc for their

Charges.

Acknowledgment fee.

Indemnity for loss.

Temporary exceptions.

Assignment of liability.

Prompt payment.

Time for making claim.

Currency equivalents.

Currency equivalents, continued. taire fixent leurs taxes à l'équivalent, dans leur monnaie respective, des taux déterminés par les articles 5 et 6 précédents. Ces pays ont la faculté d'arrondir les fractions conformément au tableau inséré au Règlement d'exécution mentionné à l'article 14 de la présente Convention.

monetary unit fix their postages at the equivalent in their respective currencies of the rates determined by Articles 5 and 6 preceding. Such countries have the option of rounding off the fractions in conformity with the table inserted in the Regulation of Execution mentioned in Article 14 of the present Convention.

## ARTICLE 8.

## ARTICLE 8.

Prepayment by stamps. L'affranchissement de tout envoi quelconque ne peut être opéré qu'au moyen de timbres-poste valables dans le pays d'origine pour la correspondance des particuliers.

Prepayment of postage on every description of article can be effected only by means of postage-stamps valid in the country of origin for the correspondence of private individuals.

Free matter. Les correspondances officielles relatives au service des postes et échangées entre les administrations postales sont seules exemptées de cette obligation et admises à la franchise.

Official correspondence relative to the postal service, and exchanged between the Postal Administrations, is alone exempt from this obligation and admitted free.

## ARTICLE 9.

## ARTICLE 9.

Collections to be retained. Chaque administration garde en entier les sommes qu'elle a perçues en exécution des articles 5, 6, 7 et 8 précédents. En conséquence, il n'y a pas lieu, de ce chef, à un décompte entre les diverses administrations de l'Union.

Each Administration keeps the whole of the sums which it has collected in execution of the foregoing Articles 5, 6, 7, and 8. Consequently, there is no necessity on this head for any accounts between the several Administrations of the Union.

Limit to collections. Les lettres et autres envois postaux ne peuvent, dans le pays d'origine, comme dans celui de destination, être frappés, à la charge des expéditeurs ou des destinataires, d'aucune taxe ni d'aucun droit postal autres que ceux prévus par les articles susmentionnés.

Neither the senders nor the addressees of letters and other postal articles are called upon to pay, either in the country of origin or in that of destination, any postage or any postal fee other than those contemplated by the Articles above-mentioned.

## ARTICLE 10.

## ARTICLE 10.

Reforwarding. Il n'est perçu aucun supplément de taxe pour la réexpédition d'envois postaux dans l'intérieur de l'Union.

No additional charge is levied for the reforwarding of postal matter within the interior of the Union.

## ARTICLE 11.

## ARTICLE 11.

Precious articles. Il est interdit au public d'expédier, par la voie de la poste :

It is forbidden to the public to send by mail :

1<sup>o</sup> Des lettres ou paquets contenant soit des matières d'or ou d'argent, soit des pièces de monnaie, soit des bijoux ou des objets précieux ;

1st. Letters or packets containing gold or silver substances, pieces of money, jewelry, or precious articles ;

Dutiable articles. 2<sup>o</sup> Des envois quelconques contenant des objets passibles de droits de douane.

2d. Any packets whatever containing articles liable to customs duty.

Dans le cas où un envoi tombant sous l'une de ces prohibitions est livré par une administration de l'Union à une autre administration de l'Union, celle-ci procède de la manière et dans les formes prévues par sa législation ou par ses règlements intérieurs.

Est d'ailleurs réservé le droit du Gouvernement de tout pays de l'Union de ne pas effectuer, sur son territoire, le transport ou la distribution, tant des objets jouissant de la modération de taxe, à l'égard desquels il n'a pas été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication ou de leur circulation dans ce pays, que des correspondances de toute nature qui portent ostensiblement des inscriptions interdites par les dispositions légales ou réglementaires en vigueur dans le même pays.

ARTICLE 12.

Les offices de l'Union qui ont des relations avec des pays situés en dehors de l'Union admettent tous les autres offices à profiter de ces relations pour l'échange des correspondances avec lesdits pays.

Les correspondances échangées à découvert entre un pays de l'Union et un pays étranger à celle-ci, par l'intermédiaire d'un autre pays de l'Union, sont traitées, pour ce qui concerne le transport en dehors des limites de l'Union, d'après les conventions, arrangements ou dispositions particulières régissant les rapports de poste entre ce dernier pays et le pays étranger à l'Union.

Les taxes applicables aux correspondances dont il s'agit se composent de deux éléments distincts, savoir:

1° La taxe de l'Union fixée par les articles 5, 6 et 7 de la présente Convention;

2° Une taxe afférente au transport en dehors des limites de l'Union.

La première de ces taxes est attribuée:

a. Pour les correspondances originaires de l'Union à destination des pays étrangers, à l'office expéditeur, en cas d'affranchissement, et à l'office d'échange, en cas de non-affranchissement;

In case a packet falling under one of these prohibitions is delivered by one Administration of the Union to another Administration of the Union, the latter proceeds according to the manner and forms prescribed by its legislation or by its interior regulations.

There is, moreover, reserved to the Government of every country or the Union the right to refuse to convey over its territory, or to deliver, as well articles liable to the reduced rate, in regard to which the laws, ordinances, or decrees which regulate the conditions of their publication or of their circulation in that country have not been complied with, as correspondence of every kind which evidently bears inscriptions forbidden by the legal enactments or regulations in force in the same country.

ARTICLE 12.

The offices of the Union which have relations with countries beyond the Union admit all the other offices to take advantage of such relations for the exchange of correspondence with the said countries.

The correspondence exchanged in open mails between a country of the Union and a country foreign to the Union, through the intermediary of another country of the Union, is treated, as regards the conveyance beyond the limits of the Union, in conformity to the conventions, arrangements, or special provisions governing the postal relations between the latter country and the country foreign to the Union.

The rates chargeable on the correspondence in question consist of two distinct elements, viz:

1st. The Union rate fixed by Articles 5, 6, and 7 of the present Convention.

2d. A rate for the conveyance beyond the limits of the Union.

The first of these rates is assigned—

a. For correspondence originating in the Union and addressed to foreign countries, to the dispatching office in case of prepayment, and to the office of exchange in case of non-prepayment.

Proceedings concerning.

Reserved rights.

Foreign countries. Reciprocal benefits.

Exchanges in open mails.

Charges.



Charges, continued.

b. Pour les correspondances provenant des pays étrangers à destination de l'Union, à l'office d'échange, en cas d'affranchissement, et à l'office destinataire, en cas de non-affranchissement.

La seconde de ces taxes est bonifiée à l'office d'échange, dans tous les cas.

Expenses of transit.

A l'égard des frais de transit dans l'Union, les correspondances originaires ou à destination d'un pays étranger sont assimilées à celles de ou pour le pays de l'Union qui entretient les relations avec le pays étranger à l'Union, à moins que ces relations n'impliquent l'affranchissement obligatoire et partiel, auquel cas ledit pays de l'Union a droit à la bonification des prix de transit territorial fixés par l'article 4 précédent.

Settlement.

Le décompte général des taxes afférentes au transport en dehors des limites de l'Union a lieu sur la base de relevés, qui sont établis en même temps que les relevés dressés en vertu de l'article 4 précédent, pour l'évaluation des frais de transit dans l'Union.

Exchanges in closed mails.

Quant aux correspondances échangées en *dépêches closes* entre un pays de l'Union et un pays étranger à celle-ci, par l'intermédiaire d'un autre pays de l'Union, le transit en est soumis, savoir :

Transit regulations.

Dans le ressort de l'Union, aux prix déterminés par l'article 4 de la présente Convention.

En dehors des limites de l'Union, aux conditions résultant des arrangements particuliers conclus ou à conclure à cet effet entre les administrations intéressées.

#### ARTICLE 13.

Valuable letters.

Le service des lettres avec valeur déclarée et celui des mandats de poste font l'objet d'arrangements particuliers entre les divers pays ou groupes de pays de l'Union.

Money-orders.

#### ARTICLE 14.

Detailed regulations.

Les administrations postales des divers pays qui composent l'Union sont compétentes pour arrêter, d'un commun accord, dans un Règlement

b. For correspondence originating in foreign countries and addressed to the Union, to the office of exchange in case of prepayment, and to the office of destination in case of non-prepayment.

The second of these rates is, in every case, assigned to the office of exchange.

With regard to the expenses of transit within the Union, the correspondence originating in or addressed to a foreign country is assimilated to that from or for the country of the Union which maintains relations with the country foreign to the Union, unless such relations imply obligatory and partial prepayment, in which case the said Union country has the right to the territorial transit rates fixed by Article 4 preceding.

The general settlement of the rates chargeable for the conveyance beyond Union limits takes place upon the basis of statements which are prepared at the same time as the statements drawn up by virtue of Article 4 preceding for the calculation of the expenses of transit within the Union.

As regards the correspondence exchanged in *closed mails* between a country of the Union and a country foreign to the Union, through the intermediary of another country of the Union, the transit thereof is subject as follows :

Within the limits of the Union, to the rates fixed by Article 4 of the present Convention.

Beyond the limits of the Union, to the conditions arising from special arrangements concluded or to be concluded for that purpose between the Administrations interested.

#### ARTICLE 13.

The exchange of letters of declared value and that of postal money-orders form the subject of special arrangements between the various countries or groups of countries of the Union.

#### ARTICLE 14.

The Postal Administrations of the various countries composing the Union are competent to establish by mutual agreement, in a Regula-

d'exécution, toutes les mesures d'ordre et de détail qui sont jugées nécessaires.

Les différentes administrations peuvent, en outre, prendre entre elles les arrangements nécessaires au sujet des questions qui ne concernent pas l'ensemble de l'Union, pourvu que ces arrangements ne dérogent pas à la présente Convention.

Il est toutefois permis aux administrations intéressées de s'entendre mutuellement pour l'adoption de taxes réduites dans un rayon de 30 kilomètres, pour les conditions de la remise des lettres par exprès, ainsi que pour l'échange des cartes postales avec réponse payée. Dans ce dernier cas, le renvoi des cartes-réponse au pays d'origine jouit de l'exemption de frais de transit stipulée par le dernier alinéa de l'article 4 de la présente Convention.

ARTICLE 15.

La présente Convention ne porte point altération à la législation postale de chaque pays, dans tout ce qui n'est pas prévu par les stipulations contenues dans cette Convention.

Elle ne restreint pas le droit des parties contractantes de maintenir et de conclure des traités, ainsi que de maintenir et d'établir des Unions plus restreintes, en vue de l'amélioration des relations postales.

ARTICLE 16.

Est maintenue l'institution, sous le nom de *Bureau international de l'Union postale universelle*, d'un office central qui fonctionne sous la haute surveillance de l'Administration des postes suisses, et dont les frais sont supportés par toutes les administrations de l'Union.

Ce Bureau demeure chargé de réunir, de coordonner, de publier et de distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service international des postes; d'émettre, à la demande des parties en cause, un avis sur les questions litigieuses; d'instruire les demandes en modification des actes du Congrès; de notifier les changements adoptés, et, en général, de

tion of Execution, all the measures of order and detail which are judged necessary.

The several Administrations may, moreover, make among themselves the necessary arrangements on the subject of questions which do not concern the Union generally, provided that these arrangements are not contrary to the present Convention.

The Administrations interested are, however, permitted to come to mutual arrangements for the adoption of lower rates of postage, within a radius of 30 kilometers, for the conditions of the delivery of letters by express, as well as for the exchange of post-cards with paid answer. In this latter case, the answer-cards, when sent back to the country of origin, are exempt from the transit charges stipulated by the last paragraph of Article 4 of the present Convention.

ARTICLE 15.

The present Convention involves no alteration in the postal legislation of any country as regards anything which is not provided for by the stipulations contained in this Convention.

It does not restrict the right of the contracting parties to maintain and to conclude treaties, as well as to maintain and establish more restricted Unions, with a view to the improvement of postal relations.

ARTICLE 16.

There is maintained, under the name of the *International Bureau of the Universal Postal Union*, a central office, which is conducted under the superintendence of the Swiss Postal Administration, and the expenses of which are borne by all the Administrations of the Union.

This office continues to be charged with the duty of collecting, collating, publishing, and distributing information of every kind which concerns the international postal service; of giving, at the request of the parties concerned, an opinion upon questions in dispute; of making known proposals for modifying the acts of the Congress; of giving notice of the changes adopted, and,

Special conventions.

Lower rates.

Double post-cards.

Reserved rights.

International Bureau.

Duties.

procéder aux études et aux travaux dont il serait saisi dans l'intérêt de l'Union postale.

in general, of undertaking examinations and labors devolving upon it in the interest of the Postal Union.

## ARTICLE 17.

Arbitration of disagreements.

En cas de dissentiment entre deux ou plusieurs membres de l'Union relativement à l'interprétation de la présente Convention, la question en litige est réglée par jugement arbitral. A cet effet, chacune des administrations en cause choisit un autre membre de l'Union qui n'est pas directement intéressé dans l'affaire.

In case of disagreement between two or more members of the Union as to the interpretation of the present Convention, the question in dispute is decided by arbitration. To that end, each of the Administrations concerned chooses another member of the Union not directly interested in the matter.

Decision.

La décision des arbitres est donnée à la majorité absolue des voix.

The decision of the arbitrators is given by the absolute majority of votes.

Ties.

En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, une autre administration également désintéressée dans le litige.

In case of an equality of votes, the arbitrators choose, in order to settle the difference, another Administration equally disinterested in the disputed question.

## ARTICLE 18.

Admissions to Union.

Les pays qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande.

Countries which have not taken part in the present convention are admitted to adhere thereto upon their demand.

Notice.

Cette adhésion est notifiée, par la voie diplomatique, au Gouvernement de la Confédération suisse, et, par ce Gouvernement, à tous les pays de l'Union.

Notice is given of this adhesion, through the diplomatic channel, to the Government of the Swiss Confederation, and by that Government to all the countries of the Union.

Rights and duties.

Elle emporte, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention.

It implies, as a right, accession to all the clauses and admission to all the advantages stipulated by the present Convention.

Contribution to expenses of International Bureau.

Il appartient au Gouvernement de la Confédération suisse de déterminer, d'un commun accord avec le Gouvernement du pays intéressé, la part contributive de l'administration de ce dernier pays dans les frais du Bureau international, et, s'il y a lieu, les taxes à percevoir par cette administration en conformité de l'article 7 précédent.

It devolves upon the Government of the Swiss Confederation to determine, by mutual agreement with the Government of the country interested, the share to be contributed by the Administration of this latter country toward the expenses of the International Bureau, and, if necessary, the rates to be levied by that Administration in conformity with Article 7 preceding.

## ARTICLE 19.

Special congresses.

Des congrès de plénipotentiaires des pays contractants ou de simples conférences administratives, selon l'importance des questions à résoudre, sont réunis, lorsque la demande en est faite ou approuvée par les deux tiers, au moins, des

## ARTICLE 19.

Congresses of plenipotentiaries of the contracting countries, or simple Administrative Conferences, according to the importance of the questions to be solved, are held when a demand for them is made or approved by two-thirds, at least,

Gouvernements ou administrations, suivant le cas.

Toutefois, un congrès doit avoir lieu au moins tous les cinq ans.

Chaque pays peut se faire représenter, soit par un ou plusieurs délégués, soit par la délégation d'un autre pays. Mais il est entendu que le délégué ou les délégués d'un pays ne peuvent être chargés que de la représentation de deux pays, y compris celui qu'ils représentent.

Dans les délibérations chaque pays dispose d'une seule voix.

Chaque congrès fixe le lieu de la réunion du prochain congrès.

Pour les conférences, les administrations fixent les lieux de réunion sur la proposition du Bureau international.

ARTICLE 20.

Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions, tout administration des postes d'un pays de l'Union a le droit d'adresser aux autres administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant le régime de l'Union. Mais, pour devenir exécutoires ces propositions doivent réunir, savoir:

1° L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions des articles 2, 3, 4, 5, 6 et 9 précédents;

2° Les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions de la Convention autres que celles des articles 2, 3, 4, 5, 6 et 9;

3° La simple majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions de la Convention, hors le cas de litige prévu à l'article 17 précédent.

Les résolutions valables sont consacrées, dans les deux premiers cas, par une déclaration diplomatique, que le Gouvernement de la Confédération suisse est chargé d'établir et de transmettre à tous les Gouvernements des pays contractants, et, dans le troisième cas, par une simple notification du Bureau international à toutes les administrations de l'Union.

of the Governments or Administrations, as the case may be.

Nevertheless, a Congress must be held at least once every five years.

Each country may be represented either by one or several delegates, or by the delegation of another country. But it is understood that the delegate or delegates of one country can be charged with the representation of two countries only, including the country which they represent.

In the deliberations each country has one vote only.

Each Congress fixes the place of meeting for the following Congress.

For Conferences, the Administrations fix the places of meeting upon proposal of the International Bureau.

ARTICLE 20.

In the interval which elapses between the meetings, any Postal Administration of a country of the Union has the right to address to the other Administrations belonging to it, through the intermediary of the International Bureau, proposals concerning the regimen of the Union. But to become executive these propositions must obtain, as follows:

1st. Unanimity of votes, if they involve a modification of the stipulations of Articles 2, 3, 4, 5, 6, and 9 preceding.

2d. Two-thirds of the votes, if they involve a modification of the stipulations of the Convention other than those of Articles 2, 3, 4, 5, 6, and 9.

3d. A simple absolute majority, if they involve the interpretation of the stipulations of the Convention, except in the case of dispute contemplated in Article 17 preceding.

The binding decisions are sanctioned, in the first two cases, by a diplomatic declaration, which the Government of the Swiss Confederation is charged to prepare and transmit to all the Governments of the contracting countries, and, in the third case, by a simple notification from the International Bureau to all the Administrations of the Union.

General congress.

Representation.

Votes.

Place of meeting.

Changes in regimen.

Votes to determine changes.

Notice of change.

## ARTICLE 21.

Colonial countries. Sont considérés comme formant, pour l'application des articles 16, 19 et 20 précédents, un seul pays ou une seule administration, suivant le cas :

- 1° L'empire de l'Inde britannique ;
- 2° Le dominion du Canada ;
- 3° L'ensemble des colonies danoises ;
- 4° L'ensemble des colonies espagnoles ;
- 5° L'ensemble des colonies françaises ;
- 6° L'ensemble des colonies néerlandaises ;
- 7° L'ensemble des colonies portugaises.

## ARTICLE 21.

The following are considered as forming, for the application of Articles 16, 19, and 20 preceding, a single country, or a single Administration, as the case may be :

- 1st. The Empire of British India ;
- 2d. The Dominion of Canada ;
- 3d. The whole of the Danish Colonies ;
- 4th. The whole of the Spanish Colonies ;
- 5th. The whole of the French Colonies ;
- 6th. The whole of the Netherland Colonies ;
- 7th. The whole of the Portuguese Colonies.

## ARTICLE 22.

Commencement and duration. La présente Convention sera mise à exécution le 1<sup>er</sup> avril 1879, et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé ; mais chaque partie contractante a le droit de se retirer de l'Union, moyennant un avertissement donné une année à l'avance par son Gouvernement au Gouvernement de la Confédération suisse.

Withdrawals.

## ARTICLE 22.

The present Convention shall be put into execution on the 1st of April, 1879, and shall remain in force during an indefinite period ; but each contracting party has the right to withdraw from the Union by means of a notice given, one year in advance, by its Government to the Government of the Swiss Confederation.

## ARTICLE 23.

Prior conventions abrogated. Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution de la présente Convention, toutes les dispositions des traités, conventions, arrangements ou autres actes conclus antérieurement entre les divers pays ou administrations, pour autant que ces dispositions ne seraient pas conciliables avec les termes de la présente Convention, et sans préjudice des droits réservés par l'article 15 ci-dessus.

Ratification.

La présente Convention sera ratifiée aussitôt que faire se pourra. Les actes de ratification seront échangés à Paris.

Signatures.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des pays ci-dessus énumérés ont signé la présente Convention à

## ARTICLE 23.

After the date on which the present Convention takes effect, all the stipulations of the treaties, conventions, arrangements, or other acts previously concluded between the various countries or administrations, in so far as those stipulations are not in accordance with the terms of the present Convention, are abrogated, without prejudice to the rights reserved by Article 15 above.

The present Convention shall be ratified as soon as possible. The acts of ratification shall be exchanged at Paris.

In faith of which, the plenipotentiaries of the countries above enumerated have signed the present

Paris, le premier juin, mil huit cent soixante et dix-huit.

Convention at Paris, the first of June, one thousand eight hundred and seventy-eight. Signatures, continued.

Pour les États-Unis de l'Amérique du Nord .....	{	JAS. N. TYNER. JOSEPH H. BLACKFAN. DR. STEPHAN. GÜNTHER. SACHSE. CARLOS CALVO. DEWÉZ. GERVAY. J. VINCHENT. F. GIFE. VICOMTE D'ITAJUBA. SCHOU. A. CAILLARD. G. CRUZADA VILLAAMIL. EMILIO C. DE NAVASQÜES. LEON SAY. AD. COCHERY. A. BESNIER. E. ROY. F. O. ADAMS. WM. JAS. PAGE. A. MACLEAN. FRED. R. HOGG. F. O. ADAMS. WM. JAS. PAGE. A. MACLEAN. N. P. DELYANNI. A. MANSOLAS. G. B. TANTESIO. NAONOBOU SAMESHIMA. SAML. M. BRYAN. V. DE ROEBE. G. BARREDA. DEWÉZ. CHR. HEFTY. HOFSTEDE. BARON SWEERTS DE LANDAS-WYBORGH. JUAN M. DE GOYENECHÉ. GUELHERMENO AUGUSTO DE BÁRROS. C. F. ROBESCO. BARON VELHO. GEORGES POGGENPOHL. J. M. TORRÈS CAICEDO. MLADEN F. RADOYCOVITCH. WM. ROOS. DR. KERN. ED. HÖHN. B. COUYOUMGIAN.
Pour l'Allemagne.....	{	
Pour la République Argentine.....	{	
Pour l'Autriche .....	{	
Pour la Hongrie.....	{	
Pour la Belgique .....	{	
Pour le Brésil.....	{	
Pour le Danemark et les Colonies danoises .....	{	
Pour l'Égypte.....	{	
Pour l'Espagne et les Colonies espagnoles .....	{	
Pour la France.....	{	
Pour les Colonies françaises .....	{	
Pour la Grande-Bretagne et diverses Colonies anglaises .....	{	
Pour l'Inde britannique .....	{	
Pour le Canada .....	{	
Pour la Grèce.....	{	
Pour l'Italie .....	{	
Pour le Japon.....	{	
Pour le Luxembourg.....	{	
Pour le Mexique.....	{	
Pour le Monténégro .....	{	
Pour la Norvège.....	{	
Pour les Pays-Bas et les Colonies néerlandaises .....	{	
Pour le Pérou.....	{	
Pour la Perse .....	{	
Pour le Portugal et les Colonies portugaises .....	{	
Pour la Roumanie .....	{	
Pour la Russie .....	{	
Pour le Salvador .....	{	
Pour la Serbie .....	{	
Pour la Suède.....	{	
Pour la Suisse .....	{	
Pour la Turquie.....	{	

Having examined and considered the provisions of the foregoing Convention, signed at Paris on the 1st of June, A. D. 1878, revising the Treaty constituting the General Postal Union which was concluded at Ratification.

Ratification, continued.

Berne on the 9th of October, A. D. 1874, the same is by me, in virtue of the powers vested in the Postmaster-General by law, hereby ratified and approved, by and with the advice and consent of the President of the United States.

In witness whereof I have caused the seal of the Post-Office Department of the United States to be hereto affixed, with my signature, this 13th day of August, 1878.

[SEAL.]

D. M. KEY,  
*Postmaster-General.*

Approval.

I hereby approve the above-mentioned Convention, and in testimony thereof I have caused the seal of the United States to be [SEAL.] affixed hereto.

R. B. HAYES.

By the President:

F. W. SEWARD,  
*Acting Secretary of State.*

WASHINGTON, August 13, 1878.

*Universal Postal Union—Convention of Paris.*

FINAL PROTOCOL.

Final protocol.

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des pays qui ont signé aujourd'hui la Convention de Paris, sont convenus de ce qui suit:

The undersigned, plenipotentiaries of the Governments of the countries which have this day signed the Convention of Paris, have agreed as follows:

Persia.

I. La Perse, qui fait partie de l'Union, n'étant pas représentée, sera admise néanmoins à signer ultérieurement la Convention, moyennant qu'elle consacre son adhésion par un acte diplomatique avec le Gouvernement suisse, avant le 1<sup>er</sup> avril 1879.

I. Persia, which forms part of the Union, being unrepresented, will nevertheless be allowed to sign the Convention hereafter, provided that country confirms its adhesion by a diplomatic act with the Swiss Government before the 1st of April, 1879.

Foreign countries.

II. Les pays étrangers à l'Union, qui ont ajourné leur adhésion ou qui ne sont pas encore prononcés, entreront dans l'Union en remplissant les conditions prévues par l'article 18 de la Convention.

II. The countries foreign to the Union, which have deferred their adhesion or which have not yet announced their intentions, shall enter the Union on fulfilling the conditions specified in Article 18 of the Convention.

Failure to ratify.

III. Dans le cas où l'une ou l'autre des parties contractantes ne ratifierait pas la Convention, cette Convention n'en sera pas moins valable pour les parties.

III. In case one or other of the contracting parties should not ratify the Convention, this Convention shall nevertheless be binding on the parties to it.

British colonies.

IV. Les diverses Colonies anglaises, autres que le Canada et l'Inde britannique, qui prennent part à la Convention sont: Ceylan, Straits Settlements, Laboan, Hong Kong, Maurice et dépendances, les Bermudes, la Guyane anglaise, la Jamaïque et la Trinité.

IV. The various British colonies, other than Canada and British India, which are parties in the Convention, are Ceylon, the Straits Settlements, Labuan, Hong-Kong, Mauritius and dependencies, Bermuda, British Guiana, Jamaica, and Trinidad.

Signatures.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent protocole final, qui aura la

In faith of which the undermentioned plenipotentiaries have drawn up the present final protocol, which

même force et la même valeur que si les dispositions qu'il contient étaient insérées dans la Convention elle-même, et ils l'ont signé en un exemplaire qui sera déposé aux archives du gouvernement français et dont une copie sera remise à chaque partie.

shall have the same force and the same value as if the stipulations which it contains were inserted in the Convention itself, and they have signed it in one single instrument, which shall be deposited in the archives of the French Government, and a copy of which shall be delivered to each party.

Signatures, continued.

Paris, le 1<sup>er</sup> juin 1878.

Paris, June 1st, 1878.

Pour l'Allemagne.....	{ DR. STEPHAN. GÜNTHER. SACHSE.
Pour la République Argentine.....	CARLOS CALVO.
Pour l'Autriche.....	DEWÉZ.
Pour la Hongrie.....	GERVAY.
Pour la Belgique.....	{ J. VINCENT. F. GIFE.
Pour le Brésil.....	VICOMTE D'ITAJUBA.
Pour le Danemark et les Colonies danoises.....	SCHOU.
Pour l'Égypte.....	A. CAILLARD.
Pour l'Espagne et les Colonies espagnoles.....	{ G. CRUZADA VILLAAMIL. EMILIO C. DE NAVASQUES.
Pour les États-Unis de l'Amérique du Nord.....	{ JAS. N. TYNER. JOSEPH H. BLACKFAN.
Pour la France.....	{ LEON SAY. AD. COCHERY. A. BESNIER.
Pour les Colonies françaises.....	E. ROY.
Pour la Grande-Bretagne et diverses Colonies anglaises.....	{ F. O. ADAMS. WM. JAS. PAGE. A. MACLEAN.
Pour l'Inde britannique.....	FRED. R. HOGG.
Pour le Canada.....	{ F. O. ADAMS. WM. JAS. PAGE. A. MACLEAN.
Pour la Grèce.....	{ N. P. DELYANNI. A. MANSOLAS.
Pour l'Italie.....	G. B. TANTESIO.
Pour le Japon.....	{ NAONOBOU SAMESHIMA. SAML. M. BRYAN.
Pour le Luxembourg.....	V. DE ROEBE.
Pour le Mexique.....	G. BARREDA.
Pour le Monténégro.....	DEWÉZ.
Pour le Norvège.....	CHR. HEFTY.
Pour les Pays-Bas et les Colonies néerlandaises.....	{ HOFSTEDE. BARON SWEERTS DE LANDAS-WYBORGH.
Pour le Pérou.....	JUAN M. DE GOYENECHÉ.
Pour le Portugal et les Colonies portugaises.....	{ GUELHERMENO AUGUSTO DE BARROS. C. F. ROBESCO.
Pour la Roumanie.....	C. F. ROBESCO.
Pour la Russie.....	{ BARON VELHO. GEORGES POGGENPOHL.
Pour le Salvador.....	J. M. TORRÉS-CAÍCEDO.
Pour la Serbie.....	MLADEN F. RADOYCOVITCH.
Pour la Suède.....	WM. ROOS.
Pour la Suisse.....	{ DR. KERN. ED. HÖHN.
Pour la Turquie.....	B. COUYOUMGIAN.



## Ratification.

Having examined and considered the provisions of the forgoing final protocol, signed at Paris on the 1st of June, A. D. 1878, relative to the Convention of Paris, signed the same day, the same is by me, in virtue of the powers vested in the Postmaster-General by law, hereby ratified and approved, by and with the advice and consent of the President of the United States.

In witness whereof I have caused the seal of the Post-Office Department of the United States to be hereto affixed, with my signature, this 13th day of August, 1878.

[SEAL.]

D. M. KEY,  
*Postmaster-General.*

## Approval.

I hereby approve the above-mentioned protocol, and in testimony thereof I have caused the seal of the United States to be affixed.

R. B. HAYES.

By the President:

F. W. SEWARD,  
*Acting Secretary of State.*

WASHINGTON, August 13, 1878.

*Regulations of detail and order for the execution of the Convention for the formation of a Universal Postal Union, concluded at Paris, June 1, 1878.*

[NOTE.—These regulations, as signed, were in the French language only. The English translation has been added in Washington.]

## Detailed regulations.

Règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de la Convention conclue entre l'Allemagne, la République Argentine, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Brésil, le Danemark et les Colonies Danoises, l'Égypte, l'Espagne et les Colonies Espagnoles, les États-Unis de l'Amérique du Nord, la France et les Colonies Françaises, la Grande-Bretagne et diverses Colonies Anglaises, l'Inde Britannique, le Canada, la Grèce, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, le Monténégro, la Norvège, les Pays-Bas et les Colonies Néerlandaises, le Pérou, la Perse, le Portugal et les Colonies Portugaises, la Roumanie, la Russie, la Serbie, le Salvador, la Suède, la Suisse, et la Turquie.

Regulations of Detail and Order for the execution of the Convention concluded between Germany, the Argentine Republic, Austria-Hungary, Belgium, Brazil, Denmark and the Danish Colonies, Egypt, Spain and the Spanish Colonies, the United States of North America, France and the French Colonies, Great Britain and certain British Colonies, British India, Canada, Greece, Italy, Japan, Luxemburg, Mexico, Montenegro, Norway, the Netherlands and the Netherland Colonies, Peru, Persia, Portugal and the Portuguese Colonies, Roumania, Russia, Servia, Salvador, Sweden, Switzerland, and Turkey.

## Preliminary.

Les soussignés, vu l'article 14 de la Convention conclue à Paris, le 1<sup>er</sup> juin 1878, pour la révision du pacte fondamental de l'Union générale des Postes, ont, au nom de leurs administrations respectives,

The undersigned, in view of Article 14 of the Convention concluded at Paris, June 1st, 1878, for the revision of the fundamental compact of the General Postal Union, have, in the name of their respective